

[Texte]

assume what he is saying is they might evade that income tax; that they might put it in Swiss bank accounts or something and we will not be able to find it. We tax Canadian residents on their worldwide income. So in theory it does not matter where they put it we are going to tax it, unless they cheat. It is a peculiar argument to make; that we ought not to tax high income people at 52% because they will all cheat. It seems to me the answer to that is to enforce the rule. We generally do not make that assumption when we are deciding whether to make other people criminals. We do not enact a law because someone might break it and it will make them a criminal.

Mr. Dorin: Is there not some point at which there is a behavioural response on the income side? There is one study here by Laurence Lindsey, a Harvard professor. His study says after about 43% you start to lose; you reach your revenue maximizing point. You can dispute the number, whether it is 43% or some other number, but most countries in the world, including New Zealand, even Sweden recently, have been reducing rates to try to get more money. I know that sounds strange, but do you—

Prof. Brooks: They are not reducing rates to try to get more money. They are broadening their income tax base and they are lowering the rate. But they are taking the same amount of revenue out of their income tax system, with the exception of New Zealand. And who knows what they are up to?

The Chairman: What about the U.K.?

Prof. Brooks: Or the U.K., too. Well, let us be more like the U.K. Let us have a poll tax. Is that what is next? We are going to lower our income tax rate down to 40% and then have a poll tax.

Mr. Dorin: Do you believe there is absolutely no behavioural response from high marginal rates or changing marginal income tax rates?

Prof. Brooks: In and around from 45%, who knows? Up to 60% somewhere it is zero. We do not know what they are. If you had it at 98% you would probably get some kind of behavioural response. But the kind of range we are realistically talking about there is none.

Let me mention the Lindsey study. I do not know how you describe him charitably. But suppose that you were to take the American economists and put them on some sort of scale of extremism. Lindsey is about as far as you can go at the right end. He is all alone in the United States arguing for rate reductions. And being a lawyer, I do not know what to do with all of that stuff. But I suppose if I were using a kind of . . . probability theory, what I would do is look at the mainstream studies, make kind of a best judgment, and then kind of revise the competence with which I hold that judgment, based on how many lunatics

[Traduction]

pourraient placer leur argent à l'étranger. En d'autres termes, ils essaieraient de se soustraire à l'impôt en plaçant leur argent dans des comptes suisses ou ailleurs, et nous ne pourrions rien faire. Or, nous imposons les résidents du Canada sur leur revenu mondial. En théorie, par conséquent, il importe peu où ces gens placent leur argent, puisque nous l'imposerons de toute façon, à moins qu'ils ne fraudent. Il me semble curieux de soutenir que nous ne devrions pas imposer les personnes à revenu élevé selon un taux de 52 p. 100 de peur qu'ils ne fraudent. La réponse, à mon avis, c'est qu'il faut appliquer le règlement. En règle générale, nous ne prenons pas nos décisions en pensant aux criminels. Nous n'adoptons pas une loi en nous disant que quelqu'un risque de la violer et que cela en fera un criminel.

M. Dorin: N'y a-t-il pas un niveau au-delà duquel, en matière d'impôt, la réaction est comportementale? Il existe une étude à ce sujet de Laurence Lindsey, professeur à Harvard. Il déclare qu'au delà de 43 p. 100, on commence à y perdre, car on a atteint le niveau maximum. Vous pouvez contester le chiffre, que ce soit 43 p. 100 ou un autre chiffre, mais la plupart des pays du monde, dont la Nouvelle-Zélande, et la Suède récemment, ont réduit leur taux pour tenter d'accroître les recettes fiscales. Je sais que cela semble étrange, mais. . .

M. Brooks: Ils ne réduisent pas les taux pour accroître les recettes fiscales. Ils élargissent l'assiette fiscale pour pouvoir réduire les taux. Mais ils produisent le même montant de recettes au moyen de leur régime fiscal, à l'exception de la Nouvelle-Zélande. Et qui sait ce que prépare ce pays?

Le président: Et le Royaume-Uni?

M. Brooks: Le Royaume-Uni également. Alors, imitons le Royaume-Uni. Adoptons un impôt par tête. Est-ce là la prochaine étape? Nous allons abaisser le taux d'imposition à 40 p. 100 et adopter un impôt par tête.

M. Dorin: Croyez-vous qu'il n'y ait absolument pas de réaction comportementale devant les taux marginaux élevés ou devant la modification des taux d'imposition marginaux?

M. Brooks: Autour de 45 p. 100, qui sait? Jusqu'à 60 p. 100, la réaction est nulle. Nous le savons. Si le taux était de 98 p. 100, il y aurait sans doute une certaine réaction comportementale. Mais dans la fourchette que nous envisageons, il n'y a pas de réaction de ce genre.

Mais parlons de l'étude de Lindsey. Je ne sais pas comment le décrire de façon charitable. Mais supposons que nous prenions les économistes des États-Unis et que nous les classions par rapport à leurs opinions, Lindsey se retrouverait tout au bout, à l'extrême droite. Il est le seul aux États-Unis à réclamer la réduction des taux. À titre d'avocat, je ne sais que penser de ces idées extrémistes. Je préfère m'en remettre à une théorie des probabilités, prendre appui sur les principaux courants d'idées, essayer de faire preuve de jugement, pour voir ensuite si ce jugement résiste aux arguments des extrémistes qui